MONITORING the IPs

UNE STRATÉGIE, UN OBJECTIF : ASSURER LA STABILISATION DANS L'EST DE LA RDC

Les zones prioritaires sont stabilisées, les conflitset sont réduits les communautés sont des acteurs actifs dans la résolution des conflits

PILIER 1. DIALOGUE DEMOCRATIQUE

RESULTAT SPECIFIQUE

IR1. La lapopulationet l'Etat Congolais mettent en œuvre des solutions concrètes pour la transformation des conflits violents et la stabilisation de leurs zones

INDICATEURS

- **IR1.1** : % de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes
- **IR1.2** : % des personnes dans les provinces ciblées qui pensent que leur genre vivent pendant leurs activités quotidiennes
- **IR1.3** : % des personnes qualpoint penser que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes important de leur zone
- **IR1.4** % des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique

PRODUITS

1a. Les structures communautaires sont fonctionnelles et capables de souterir la population pour réduire les conflits

1b. Des Plans d'action communautaires bien structurés et des documents formalisés sont signés par toutes les parties prenantes et sont mis en oeuvre.

1c. COMPACT: Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle

1d Plan de communication formulé et fonctionnel

INDICATEURS

INDEX EFFICACITE DURABILITY

1a.1. Nombre des structures avec le score d'efficacité / durabilité amélioré

1a2 % des structures accompagnées qui ont atteint le seuil de d'efficacité / durabilité

1b.1.Nombre des plans d'actions communautaires/ des documents formalisés entre parties prenantes au processus qui sont formalisé et mis en place

1b.2 % des plans d'action / documents formalisés entre parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes

1b.3. % des solutions proposées dans les plans d'action communautaires qui sont mises en oeuvre

1c.1.Nombres de résolutions proposée au gouvernement approuvées et mises en application

1c.2. Nombres de résolutions specifique aux femmes proposée au gouvernement approuvées et mises en application

1c. 3 Nombre de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les jp

1d.1. Nombre de programmes radio liées aux thématiques de prévention, résolution, gestion de conflit et la cohabitation pacifique

1d.2 Nombre des journalistes formés sur la sensibilité au conflit

1d.3 Nombre de seance d'information par rapport a le processus du project

Désagrégé par sexe

1d.4 Nombre des programmes radio liés à la thématique sur les droits de la femme

PILIER 2. SÉCURITÉ

RESULTAT SPECIFIQUE

IR.2 Les populations de l'Est de la RDC vivent en sécurité, et perçoivent la FARDC et la PNC comme garants de sécurité dans leur communauté

INDICATEURS

- **IR2.1** % de femmes et d'hommes qui s'attendent que leur village devienne paisible dans un an
- **IR2.2** % des bénéficiaires qui se sentent en sécurité lors des activités quotidiennes
- **IR2.3** % des bénéficiaires qui estiment que les FARDC offrent une contribution "grande" ou "très grande" dans la sécurité de leur zone
- **IR2.4** % des bénéficiaires qui estiment que les PNC offrent une contribution " grande" ou " très grande" dans la sécurité de leur zone
- **IR2.5** % des bénéficiaires qui déclarent avoir payé "une taxe" pour leur sécurité dans la zone durant les 6 derniers mois

PRODUITS

2.a. Les conseils Locaux de Sécurité de Proximité (CLSP) et les forums de groupement sont mis en oeuvre et appuyés.

2.b L'efficacite (Le niveau de connaissance des rôles / moyens) des agents de sécurité est ameliorie

INDICATEURS

2a.1 Nombre de CLSP et Forums de groupement qui sont mis en place et fonctionnels

2a.2 Nombre d'événements de rapprochements civilo-militaires organisés par le CLSP (divisé par type d'événement)

2a.3 Nombre des problèmes de sécurité identifiés, suivis et résolus

2a.4. Nombre des plans de sécurité élaborés et approuvés

2a.5 Nombre des problèmes de sécurité spécifiques aux femmes identifiés, suivis et résolus

2b.1 *Nombre de séances de formation sur la protection civil et Droits de l'hommeen faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées*

2b.2: *Nombre de séances de formation sur la protection de la femme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées.*

2b.3:*% d'agents de sécurité et de l'ordre formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance en DIH ; sur leurs rôles et responsabilités*

2b.4 *% d'agent qui ontamélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités sur les droits des femmes*

2b.5: *Nombre d'infrastructures et des kits d'équipements fournis aux CLSP sur base du plan de sécurité*

PILLAR 3. RESTAURATION DE L'AUTORITÉ D'ÉTAT (RAE)

RESULTAT SPECIFIQUE

IR.3.1 L'accès au système judiciaire est amélioré

IR.3.2 La governance locale est amélioré

IR.3.3 La gestion des resources naturelles est améliorée

INDICATEURS

IR.3.1a% de répondants indiquant qu'ils font confiance dans les tribunaux / au système judiciaire (+ extrêlrement + ou + beaucoup)

IR.3.1b % de personnes qui perçoivent que la justice est rendue de manière équitable et transparente

IR.2a : *% de personnes qui perçoivent que les AUTORITES LOCALES (Chef de Quartier/ Village) représentent les intérêts et opinions de la population*

IR2.b **%** de personnes qui pensent que les points de la population est pris en compte dans la gestion de la chose publique

IR2.c % des personnes qui perçoivent que la gestion de leur ETD est inclusive et transparente

IR.3.3 a % de personnes qui perçoivent qu'ils ont un bon ou très bon accès à la terre

IR3.3b. % des personnes qui perçoivent que la gestion des ressources naturelles (minières et autres); de leurs zones est transparente et bénéfique au développement de leurs milieux

PRODUITS

3a.De nouveaux tribunaux sont construits ou redynamisés

3.b Le personnel judiciaire et administratif gère les services publics de manière participative et transparente

3.c Les mécanismes de concertation entre ETD, autorités provinciales et la population sont opérationnels et les PLD sont mis en place

3.d Les institutions et structures locales de gestion participative de la terre sont appuyees

3.e Lares mecanismes locaux de gestion transparente des sites miniers sont renforcés

INDICATEURS

3a.1 Nombre de nouveaux tribunaux formels et informels ouverts dans les zones rurales et urbaines avec des concentrations de populations marginalisées

3a.2 % de citoyens qui déclarent avoir accès à un tribunal dans un délai d'un jour. (verdit formel / informel)

Distinguer les femmes et les filles

3a.3 % de citoyens qui déclarent avoir accès à un système judiciaire pour résoudre les différends (problèmes)

Distinguer les femmes et les filles

3a.4 Nombre d'audiences tenues dans des tribunaux mobiles installés dans les zones prioritaires

3a.5 Nombre de dossiers des personnes marginalisées traités par les tribunaux mobiles installés dans les zones prioritaires

3.b1 % des personnes qui sont capables de payer les amandes de l'Etat.

3.b 2 % des personnes qui déclarent avoir payé un surplus sur leur amande pour accélérer leur dossier judiciaire.

3.b3. % des personnels judiciaires formés.

3.b4 % des personnes dont le dossier a été clôturé (have received legal cancelling)

3.b4 e personnel des institutions, agences ou départements dans le secteur de la sécurité ciblés formés au service client sensible au genre

3c.1 Nombre des mécanismes de concertation mis en place ou redynamisés qui sont opérationnels au niveau des ETD

3c.2 % des autorités des ETD et des Animateurs des structures citoyennes formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités

3c.3 Nombre des Plans locaux de paix et de développement (PLD) élaborés de manière participative et approuvé

3c.4 % des PLD élaborés de manière participative et approvés prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et groupes marginalisés.

3c.5 % de projets du PLD de l'ETD retenu dans le plan de développement provincial

3d.1 Nombre de citoyens par catégories de population cités recevant des informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière

Distinguer les femmes

3d.2 Nombre de personnes déclarant avoir accès à la terre (hommes, femmes, minorités ethniques)

Distinguer les femmes

3d.3.Nombre des conflits fonciers identifiés et résolus

3d. 4 Nombre de dossiers de la population marginalisée traités par les circonscriptions foncières (services cadastraux) mobiles installés dans les zones prioritaires.

3d.5 Nombre des structures communautaires de gestion participative des terres mises en œuvre et qui sont fonctionnelles et inclusives.

3d.6 % des citoyens qui estiment que le coût délocation des terres est au moins cher (abordable).

3e.1 Nombre de comités de suivi mis en place pour les activités minières

3e.2 Nombre de coopératives minières formées

3e.3 % de postes de décision occupés par des femmes dans les comités de suivi de la governance minière

3.e. 4 % des postes décisionnels occupés par des femmes coopératives minières

3e.5 Nombre de conflits liés aux sites miniers qui sont résolus

PILIER 4. RETOUR, RÉINTÉGRATION ET RELÈVEMENT SOCIOÉCONOMIQUE (RRR)

RESULTAT SPECIFIQUE

IR4 La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit

INDICATEURS

- **IR4.1** % d'anciens combattants précédemment retournés dans leur communauté dans le cadre d'une activité de réintégration officielle qui ont quitté leur communauté avant un an
- **IR4.2**% de population qui a une perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté,
- **IR4.3** % ménages des bénéficiaires qui ont atteint le seuil de résilience

PRODUITS

4a.Les conditions économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées

4b. Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire (marchés, ponts, routes, centre de jeunes) sont mises en place dans la zone prioritaire ISSSS.

4c.Les déplaces, refugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et reconciliation)

4d. Les activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale sont organisées

INDICATEURS

INDEX DE RESILIENCE

4a.1 % ménages des bénéficiaires qui ont amélioré leur score de résilience

Désagrégé par sexe

4a.2 Nombre de femmes et de membres de groupes marginalisés participant dans des formations de base qui facilitent les moyens de subsistance

4a.3 : *% de bénéficiaires qui ont augmenté d'au moins 20% leur épargne*

4a.5 % des bénéficiaires (ex-combattants, *jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés) qui ont augmenté leur revenu d'au moins 50%*

4b.1 Nombre d'infrastructures de base réalisées (conçues, approuvées, mises en œuvre et terminées)

4b.2 % des postes décisionnels occupés par des femmes

4c.1 Nombre de services de soutien fournis

4c.2 % de membres de la communauté qui sont informés des services de soutien existants et disposant pouvoir y accéder

désagrégé par sexe

4c.3 Nombre de services d'appui spécifique pour les femmes vulnérables fournis

4d.1 Nombre d'activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale qui sont organisées

4d.2 Nombre d'activités organisées pour l'amélioration de l'intégration des femmes

4d.3 Nombre de bénéficiaires participant aux activités

désagrégé par sexe

PILIER 5. FEMMES, PAIX et SECURITE

RESULTAT SPECIFIQUE

IR 5 **Les femmes sont en mesure d'influencer et de gérer les processus de stabilisation et de maintien de la paix en RDC.**

INDICATEURS

- **IR5.1** : % des femmes et des membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mise en oeuvredans le cadre du processus de consolidation de la paix.
- **IR5.2** : % des femmes dans les institutions (Sénat, gouvernement, parlement) au niveau national, provincial et local

PRODUITS

5a. Les lois et politiques favorisant l'égalité entre les sexes sont développées et appliquées à tous les niveaux

5b. Inclusive community norms and attitudes promoted

5c. Les femmes participent effectivement à la prise de décision sur les questions autour de laprévention, la gestion et la transformation des conflits et leurs besoins spécifiques sont tenus en compte

INDICATEURS

5a.1 *Nombre de fois que les femmes et autres groupes marginalisés ont rencontrées autorités locales pour leurs problèmes spécifiques*

1c.2 Nombres des résolutions/ loisposur la promotion de femme qui sont formalisées, approuvées/promulguéesset mises en œuvre par le gouvernement

2a.5: Nombre des plaidoyers sur la sécurité ou la promotion de la femmeauprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre

1b.2 % des plans d'actions communautaires qui répondent aux besoins spécifiques

1d.3 Nombres de programmes radio liées à la thématique des droits de la femme

2b.2 Nombre de séances de sensibilisation des agents de sécurité par rapport au droit de femme

2b.2 Nombre d'agents de sécurité et de l'ordre formés sur les droits de la femme et la sensibilité au genre

4a.2 Nombre de femmes et de membres de groupes marginalisés participant dans des formations de base qui facilitent les moyens de subsistance

1a.7 Nombre de femmes formées en leadership transformationnel

1a.6 % des postes décisionnels occupés par des femmes dans les structures communautaires

3e.3 % de postes de décision occupés par des femmes dans les comités de suivi de la governance minière

3.e.4. % des postes décisionnels occupés par des femmes coopératives minières